



HAL
open science

Archéologie et patrimoine au Moyen-Orient : passé retrouvé, passé recomposé

Mathilde Gelin, Julien Chanteau, Chloé Nicolas

► **To cite this version:**

Mathilde Gelin, Julien Chanteau, Chloé Nicolas. Archéologie et patrimoine au Moyen-Orient : passé retrouvé, passé recomposé. Sylvia Chiffolleau; Norig Neveu; Anna-Laura Turiano; Matthieu Rey; Manon-Nour Tannou; Anne-Claire de Gayffier-Bonneville. Le Moyen-Orient, 1876-1980, Atlande, pp.646-651, 2017, Clefs-concours Histoire contemporaine, 978-2-35030-380-2. hal-03138243

HAL Id: hal-03138243

<https://hal.science/hal-03138243>

Submitted on 12 Dec 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Les recherches archéologiques au Moyen-Orient : passé retrouvé, passé recomposé

Mathilde Gelin, Julien Chanteau, Chloé Nicolas

Le Moyen-Orient constitue le berceau des deux plus anciennes civilisations urbaines de l'Humanité, l'Égypte et la Mésopotamie, toutes deux situées aux extrémités d'une région qui s'étend de la Méditerranée orientale au Golfe Persique et que l'on nomme, à la suite de l'archéologue James Breasted (1865-1935), le Croissant Fertile. Dès la Renaissance, marchands et voyageurs européens y recueillaient au gré de leurs séjours quelque antiquité pour alimenter les collections privées et autres cabinets de curiosités. Les 17^e et 18^e siècles allaient changer en profondeur le regard des Européens sur l'Orient avec le développement d'un esprit scientifique plus rigoureux et l'essor des recherches philologiques et géographiques consacrées à une région que l'on souhaitait mieux comprendre, d'autant plus qu'elle constituait un enjeu majeur de par son emplacement stratégique sur la route des Indes.

Les deux dates marquant symboliquement la naissance de la recherche archéologique au Moyen-Orient sont incontestablement les années 1798 et 1842. En 1798, la campagne d'Égypte menée par Bonaparte et à laquelle allaient prendre part nombre de savants français est symptomatique de ce contexte particulier de la recherche historico-archéologique : une expédition motivée par des impératifs politiques et militaires aboutit à la découverte scientifique de la civilisation égyptienne et permet le déchiffrement par Jean-François Champollion, en 1822, de son système d'écriture hiéroglyphique. Mais les premières fouilles archéologiques au sens strict commencent en 1842, quand Paul-Émile Botta, consul de France à Mossoul, inaugure ses premières recherches sur les tells antiques de Mésopotamie, lesquelles le conduiront à retrouver près du village de Khorsabad les ruines du palais du roi assyrien Sargon II, l'antique Dur-Sharrukin, dont les bas-reliefs monumentaux enrichissent les collections du musée du Louvre.

L'archéologie au Moyen-Orient, contexte diplomatique et cadre institutionnel

Dans une région qui nourrit les fantasmes liés à l'orientalisme, l'émerveillement suscité par les trésors mis au jour par Botta incite très vite d'autres pays occidentaux, principalement l'Angleterre, l'Allemagne et les États-Unis, à lancer leurs propres campagnes de fouilles. Peu à peu sont exhumées les traces des civilisations mythiques de l'Orient préclassique (sumérienne, égyptienne, babylonienne, hittite, phénicienne, etc.), dont le souvenir avait jusqu'alors été essentiellement entretenu par la Bible longtemps restée la principale référence historique,

géographique et culturelle des archéologues (archéologie biblique). La période classique est également révélée par de grands sites comme Tyr, Baalbeck, Pétra, Palmyre ou encore Hatra.

À ses débuts, la recherche archéologique se fait sur fond d'émulation, voire de rivalité entre les différents pays pour l'obtention de la concession des fouilles (Chevalier, 2002). Les sites de la région de Mossoul ont ainsi été l'objet d'une réelle concurrence, de 1843 à 1855, entre Français et Anglais. De même, le site de Tello, où la mission du vice-consul de France à Bassorah, Ernest de Sarzec, révèle en 1877 l'existence de la civilisation sumérienne, fait l'objet dès 1886 d'une tentative de prise de contrôle par une mission allemande. Seule la Perse échappe à ce contexte concurrentiel en attribuant à la France en 1895 un privilège, unique dans l'histoire de l'archéologie orientale, sous la forme d'un monopole d'exploitation des sites sur l'ensemble de son territoire, en échange d'une simple compensation financière.

De plus, les archéologues sont alors le plus souvent des diplomates ou des militaires en poste en Orient dont la curiosité scientifique est également portée par un sentiment patriotique, et l'exploration archéologique sert parfois de prétexte à d'authentiques opérations de renseignement. Ainsi, l'expédition de prospection dans le Sinaï dirigée en 1914 par les archéologues Leonard Woolley et Thomas E. Lawrence, était à l'origine une commande de l'armée britannique qui désirait y effectuer des repérages cartographiques dans l'éventualité d'une attaque turque vers l'Égypte.

Les missions archéologiques au Moyen-Orient répondent donc à des motivations scientifiques et politiques et les gouvernements occidentaux accordent des aides financières aux archéologues en fonction de l'importance stratégique et du prestige des sites. Rapidement, les ministères des Affaires étrangères prennent en charge la gestion des missions archéologiques à l'étranger du fait du rôle qu'elles jouent dans les relations diplomatiques. C'est le cas notamment en France où en 1945, six ans après sa fondation, le CNRS transfère ces missions au MAE, qui crée spécialement une commission des fouilles, toujours active aujourd'hui. Les missions à l'étranger sont placées sous l'autorité scientifique des académies, universités, musées et instituts, qui en sont également fréquemment les initiateurs. Le dynamisme de ces missions doit également beaucoup aux sociétés savantes orientalistes (Société asiatique fondée à Paris en 1822, Royal Asiatic Society 1824, American Oriental Society 1842, Deutsche Orient-Gesellschaft 1898), notamment en raison de leur rôle primordial dans l'accompagnement et la diffusion des recherches (publication dans leurs revues et présentation d'objets archéologiques dans leurs musées). En outre, elles entretiennent des contacts en dépit des tensions entre leurs nations d'origine. Enfin, des instituts

de recherche sont fondés dans certaines métropoles du Moyen-Orient où ils vont jouer un rôle de première importance dans la recherche archéologique (notamment l'Institut für Ägyptische Altertumskunde (1907) devenu une antenne du Deutsches Archäologisches Institut (1932), la British School of Archaeology in Jerusalem (1919), l'Institut français d'Archéologie de Beyrouth (1946) devenu l'Institut français d'Archéologie du Proche-Orient (1977)) (Gran-Aymerich, 1998).

Peu à peu, les pays du Moyen-Orient prennent conscience de la valeur de leur patrimoine culturel et le protègent au moyen de cadres administratifs et législatifs (Segret, 2012). Ils se dotent ainsi de services nationaux des antiquités qui gèrent les permis de fouille, l'enregistrement et la destination des artefacts, la création de musées, la préservation du patrimoine, toutes fonctions qui dans les pays sous domination ottomane étaient auparavant assumées par la Direction générale des Musées impériaux (lois de 1884 à 1906). Dans un premier temps, la présence des Occidentaux reste forte, comme en Égypte où le service des antiquités créé en 1858 est dirigé par des Français jusqu'en 1952 (Gady, 2014) et au Levant, où ce sont les mandataires qui organisent et gèrent ces services (Gelin, 2002). De plus, les directeurs des antiquités sont souvent formés à l'étranger (Maurice Chéhab, directeur des antiquités du Liban de 1942 à 1982, a suivi ses études universitaires en France). Dans un deuxième temps, avec la montée des aspirations indépendantistes, de nouvelles législations sur le patrimoine culturel voient le jour et suppriment la pratique, jusqu'alors généralisée dans l'ensemble du Moyen-Orient, du partage des objets découverts au cours des fouilles. En 1930, la Perse annule le privilège de la France. Enfin, l'enseignement de l'archéologie se développe dans ces pays et les missions nationales se multiplient.

Par ailleurs, au niveau international, la prise de conscience de la nécessité de protéger le patrimoine culturel pendant les conflits armés peine à émerger avant la Deuxième Guerre mondiale, laquelle fera office de déclencheur (notices d'Interpol, à partir de 1947, sur les objets d'art volés ; convention de La Haye en 1954). C'est au moment du projet du haut barrage d'Assouan que la notion de patrimoine universel s'impose. Cette construction ayant pour conséquence l'immersion des temples d'Abou Simbel, l'État égyptien fait appel à l'aide internationale par l'intermédiaire de l'Unesco pour organiser la plus grande opération de sauvetage archéologique jamais entreprise (1964-1968). Il en est de même en Syrie où l'aménagement du barrage de Tabqa permet la découverte de plus de trente sites archéologiques (1968-1973). La convention de l'Unesco établie en 1972 veille désormais à la protection internationale des patrimoines culturel et naturel. Ces conventions sont ratifiées par la plupart

des pays du Moyen-Orient mais, en dépit de ces protections juridiques, les conflits n'épargnent ni le patrimoine ni les villes historiques, comme Beyrouth dont le centre, en grande partie détruit par la guerre civile, deviendra l'un des plus grands sites de fouilles préventives urbaines.

Archéologie et identité nationale

Dès le milieu du 19^e siècle, les explorations archéologiques réalisées au Moyen-Orient font la fierté des pays occidentaux qui, par les vestiges qu'ils transportent dans leurs musées nationaux, acquièrent un peu du prestige de ces civilisations mythiques. Les nouvelles nations du Moyen-Orient mettent également ces découvertes au service de l'élaboration de leur roman national et tentent d'accommoder leur patrimoine historique et archéologique à leur agenda politique et culturel (Silberman, 1990). Il n'est pas rare d'ailleurs qu'un même patrimoine puisse être perçu comme édifiant ou au contraire suspect selon la période ou l'orientation idéologique du pouvoir en place. Ainsi, en Égypte, dès le début du 20^e siècle, la mise en scène de la période pharaonique par le pouvoir politique suscite l'engouement de la classe moyenne pour qui cette époque devient une référence symbolique de la fondation de la nation égyptienne. Elle présente également l'avantage de fédérer autour d'un héritage commun les communautés religieuses dans la lutte pour l'indépendance de leur pays face au gouvernement britannique (Reid, 2002). De nombreux monuments alors construits en hommage aux héros de l'indépendance sont ornés de motifs caractéristiques de l'architecture de l'antiquité égyptienne (mausolée de Saad Zaghloul). De même en Iran, le dernier Shah, Mohammad Reza Pahlavi, fit organiser en 1971 sur les sites archéologiques de Persépolis et de Pasargades un immense festival pour célébrer les 2500 ans de la fondation de l'empire perse par Cyrus II. Lors de son discours officiel prononcé en présence des chefs d'États du monde entier, il s'adresse directement au souverain de l'Antiquité, inscrivant symboliquement son régime dans la continuité de la dynastie achéménide. Au contraire, avec la montée de l'islam politique en Égypte à partir des années 1930 et en Iran avec la révolution de 1979, ce même patrimoine antique est regardé avec moins de bienveillance. Un régime laïc tel que l'Irak baassiste a su lui aussi stimuler l'imaginaire collectif en insistant sur le prestige de la civilisation mésopotamienne et sur la puissance politique de ses empires qui s'étendaient jusqu'aux rives de la Méditerranée. De tels empires, regroupant sous une même autorité les territoires de la majorité des nations arabes modernes du Moyen-Orient, pouvaient constituer, au-delà des divisions ethniques et religieuses, une référence conforme à l'idéal panarabe et un motif de fierté partagée par toutes les minorités confessionnelles. Enfin, dans une région qui vit se succéder tout au long du 20^e siècle nombre de régimes autoritaires ou dictatoriaux, la référence à un passé prestigieux pouvait aussi servir à alimenter la mégalomanie

de certains dirigeants : Saddam Hussein n'hésitait pas à se faire représenter sur les affiches de propagande du régime aux côtés du souverain babylonien Nabuchodonosor II dont il fit restaurer le palais en grande pompe, ordonnant que son nom figure sur les briques de la refondation, à la manière des anciens rois.

Le patrimoine archéologique du Moyen-Orient constitue donc un enjeu de premier plan, non seulement stratégique et culturel pour les pays occidentaux qui y ont initié les premières fouilles, mais aussi identitaire et patriotique pour les nouveaux États qui y ont recours afin de renforcer le sentiment collectif d'appartenance à la nation. Aussi n'est-il guère étonnant que l'attention portée aux débats historico-archéologiques soit la plus forte dans les régions où les questions de lutte territoriale sont les plus exacerbées. Avec la création en 1948 de l'État d'Israël, une époque aussi reculée que l'âge du Fer s'est ainsi vu conférer une importance cruciale dans la mesure où c'est précisément à cette période que le peuple israélite fait son apparition dans les sources historiques et archéologiques : l'État d'Israël pouvait ainsi se prévaloir d'un retour à la Terre Promise, résurrection, sous la forme d'une nation moderne, du royaume de David et de Salomon (Mondot, 2006). L'archéologie connaît d'ailleurs un véritable engouement populaire dans les années 1950 et 1960, et les fouilles conduites de 1963 à 1965 par l'archéologue Ygaël Yadin sur la forteresse de Massada, lieu de résistance historique des Zélotes face à l'occupant romain, seront parmi les plus médiatiques du 20^e siècle. C'est d'ailleurs sur ce site hautement symbolique que les soldats de l'armée israélienne allaient prêter le serment que "Massada ne tombera pas une nouvelle fois". La ville de Jérusalem surtout cristallise toutes les tensions identitaires, le site de l'esplanade des Mosquées, troisième lieu saint du sunnisme, étant également celui du mur des Lamentations, vestige du Temple de la période romaine.

Glossaire

Tell (arabe) ou **tépé** (iranien) : colline artificielle formée par l'accumulation stratigraphique des niveaux d'occupation d'un site.

Bibliographie

Chevalier N., *La recherche archéologique française au Moyen-Orient, 1842-1947*, ERC, Paris, 2002.

Gady É., "L'archéologie de l'Égypte antique pendant la période coloniale de l'occupation britannique à la découverte du tombeau de Toutankhamon", *Les nouvelles de l'archéologie* 126, 30 déc. 2014 [En ligne] <http://nda.revues.org/1195> ; DOI : 10.4000/nda.1195

Gelin M., *L'archéologie en Syrie et au Liban à l'époque du mandat (1920-1946). Histoire et organisation*, Geuthner, Paris, 2002.

Gran-Aymerich È., *Naissance de l'archéologie moderne, 1798-1945*, CNRS, Paris, 1998.

Mondot J.-F., *Une Bible pour deux mémoires. Archéologues israéliens et palestiniens*, Stock, Paris, 2006.

Reid D. M., *Whose Pharaohs? Archaeology, Museums, and Egyptian National Identity from Napoleon to World War I*, University of California Press, Berkeley-Los Angeles-London, 2002.

Segret G., *Patrimoine en Syrie et au Liban sous le mandat français. Une histoire de la législation*, Geuthner, Paris, 2012.

Silberman N. A., *Between Past and Present. Archaeology, Ideology, and Nationalism in the Modern Middle East*, Anchor Books, New York, 1990.